

A Riposte Laïque, on défend les fondamentaux de la laïcité par les actes et par les mots

Notre « medium » donnerait-il trop de place à sa lutte contre le péril islamique ?

Serait-il trop complaisant envers le travail de sape de la laïcité entrepris par l'Eglise Vaticane en Europe ?

Oublierait-il les travers extrémistes constituant intrinsèquement la religion juive ?

Il semble que ce débat traverse actuellement nombre de nos rédacteurs, tout heureux d'avoir à leur disposition un medium libre où chacun, sans perdre de vue l'essentiel, peut débattre en toute sérénité sans pour autant se priver de la liberté de ton et de la netteté de l'argumentation qui siéent parfaitement au vrai débat « démocratique et laïque ».

C'est donc le moment de repréciser l'essentiel et de réaffirmer les « fondamentaux » qui nous réunissent.

Et cela passe par un retour sur ce qu'est, réellement, la laïcité qui est notre visée première et fondatrice.

Il convient d'abord de balayer vigoureusement cette idée saugrenue défendue par des politiciens pusillanimes et hypocrites à la Royal ou à la Alliot-Marie (chacun comprendra qu'il s'agit là de deux exemples à valeur totalisatrice), à savoir que la laïcité est le simple respect des religions...Ils ont oublié, en effet, le mot d'Aristide Briand, à savoir que l'Etat n'est ni religieux ni irreligieux, mais a-religieux.

Peu importe ici que les « Evangiles » fondateurs du

christianisme soient décrits, par certains, comme plus tolérants et plus « laïques » que le « Coran » ou « l'Ancien Testament »... Dans le cadre du combat politique qui nous concerne, je n'attache pas plus d'importance à ces textes apocryphes écrits en grec en fin du premier siècle (et codifiés par un concile religieux et politique du 4ème siècle) et censés reproduire la parole d'un hypothétique prédicateur de Judée qu'à la vision saugrenue d'un chef de guerre arabe ignare et cruel, prétendant écouter, véhiculées par un ectoplasme imaginaire, les paroles « de Dieu » pendant 20 ans, avant qu'elles ne soient transcrites par quelques « savants » un demi-siècle après...Quant au vieillard cacochyme ayant gravi un mont de granit rose pour aller prendre les « commandements » de la divinité pendant que les membres de sa troupe errante se gobergeaient allègrement en l'attendant, permettez-moi de sourire de ce conte pour enfants.

Tout ceci relève de ceux qui « croient » (et qui croient détenir « la vérité »...), tout cela relève de structures élaborées à des fins de domination des peuples, l'instrumentalisation du sacré et du mystère des origines (et de la fin) étant ce qui a le mieux permis de dominer les humains et de les transformer en « ouailles » dociles et aliénées...

Et c'est cette soumission de l'humain qu'a permis de casser le principe de « laïcité », produit de notre Histoire de la pensée et des structures économique-politiques surgies dans l'Europe de la fin du Moyen Age, de la Renaissance et des Lumières, qui a fait de chacun d'entre nous, au sein de la « Cité », des citoyens à égalité de droits et de devoirs, et non des « sujets » ou des « croyants ».

Des citoyens libres, responsables, exerçant librement leur libre-arbitre, et non plus des êtres serviles soumis à quelque autorité désincarnée ou incarnée dans une caste qui se prétend « élue », désignée ou héritière universelle d'un « incréé » quelconque.

Et ça, comme tous mes amis de « Riposte Laïque », je ne veux pas le perdre...Et ça, avec tous les lecteurs de « Riposte Laïque » je veux le défendre...Et ça, avec tous les citoyens de notre pays, je veux le conforter face aux multiples menaces perpétrées aussi bien par les tenants d'une religion conquérante importée que par les nostalgiques du rôle dominant ancien joué par l'Eglise Vaticane dans notre pays et qui veut utiliser la construction politique européenne pour revenir dans l'espace public dont la laïcité « à la française » l'a chassée.

Notre Histoire a produit un principe d'organisation et de fonctionnement laïque et démocratique de notre espace public et sociétal, qui a permis à chacun de vivre en toute plénitude, en toute quiétude, en pleine sérénité après de longs siècles de conflits internes : allons-nous régresser parce que des religieux importés, des masses humaines appelées indûment sur notre sol et instrumentalisées par ces religieux rétrogrades veulent nous imposer leurs lois obsolètes, ségrégationnistes, sexistes, séparatistes ? Allons-nous revenir aux temps où le « curé » était « l'instituteur », le directeur de conscience, le promoteur de la morale individuelle et collective, l'inspirateur des lois sociétales ? Allons-nous accepter que notre pays, où plus d'un citoyen sur 3 se déclare « athée », où la moitié des citoyens ne croit pas en une divinité, où 3 citoyens sur 4 ne regardent pas la religion pour construire leur vie, retourne aux temps obscurs du premier millénaire ?

Revenons aux « fondamentaux »...

La laïcité, c'est d'abord la liberté de conscience et c'est la possibilité donnée à chacun de se construire en tant que « conscience libre »...Qui peut nier ici que ce principe premier n'est pas celui de l'islam, religion qui refuse, l'apostasie, oblige à l'endogamie (ou à la conversion forcée), et considère comme musulman, même après sa mort, celui qui est né dans une famille musulmane... sans oublier les multiples « sourates » du

texte immuable et « sacré » qui appellent à la destruction de « l'infidèle ».

Quant à l'athée, les 48% de français qui ne croient pas en une quelconque divinité seront ravis d'apprendre que l'islam les voue au feu de l'enfer...(et ce n'est pas une image !)

La laïcité, c'est la liberté de dire, d'analyser, de critiquer, de se moquer, sans limites (autres que celles de la loi générale et élaborée démocratiquement), et sans restriction de champ : les religions, en particulier, peuvent et doivent être soumises au feu de la critique et au blasphème, si nécessaire...Qui peut nier ici que ce principe essentiel n'est pas celui de l'islam, religion qui s'organise autour d'un livre qui n'est « sacré » que pour celui qui le croit et qui est considéré comme immuable, dont le sens est « soumission », dont la pratique est fondée sur des obligations historiquement et humainement ridicules, sur des interdits discriminatoires et stupides, le « croyant » appartenant à « Dieu » avant de s'appartenir à lui-même, avant d'appartenir à l'ensemble de la « Cité ».

La laïcité, c'est aussi la reconnaissance de l'identité de chacun, de l'égalité des individus entre eux en tant qu'êtres humains : chacun vaut « un », femme et homme indifféremment...Faut-il ici développer sur la place de la femme « en islam », sur sa seule valeur de « procréatrice » soumise et à moitié reconnue ?

La laïcité, c'est encore la primauté, dans la « Cité », de la loi générale élaborée par tous face à toutes les autres lois, face à toutes les coutumes, face à toutes les traditions ...Religion conquérante par le fer et la soumission des peuples réduits souvent en dhimmitude (voire en esclavage), l'islam est marqué par la volonté d'imposer partout où il se trouve sa loi religieuse, la s'haria, pour s'opposer encore plus aux lois démocratiquement élaborées.. Ce mode de fonctionnement est exactement l'inverse du principe laïque et démocratique

qui fonde le socle de notre République.

La laïcité, parce qu'elle fonde l'unicité de l'espace sociétal, refuse toute forme de communautarisme et, en ce sens, s'oppose fermement à ce qui est, justement, un des essentiels de l'islam, « la communauté des croyants » – l'ouma- que cette religion veut imposer partout où elle s'implante, face à la communauté une et indivisible de la République laïque et démocratique.

La laïcité, enfin, si elle permet à chaque religion l'exercice de son culte en toute sécurité publique, laisse chacune d'elle dans l'espace privé de chacun –que ce soit un espace privé individuel ou que ce soit l'espace privé collectif du lieu de culte- et ne lui permet pas de s'imposer de quelque manière que ce soit sur l'espace public et sociétal, lieu de l'intervention de l'Etat Républicain, démocratique et laïque : celui-ci connaît les religions, il ne les reconnaît pas et s'abstient d'intervenir dans leur mode de fonctionnement comme il refuse de les voir intervenir dans le sien. Les religions s'occupent de « l'âme » de leurs fidèles, un point c'est tout...Il est vrai que l'islam prétend aussi s'occuper du corps des individus et du corps social dans sa globalité : en ce sens, il est à l'opposé de la laïcité !

Le combat qui est le nôtre n'a pas à classer les religions selon qu'elles seraient plus ou moins nocives pour la laïcité et la démocratie...N'oublions pas qu'au moment de la loi de 1905, l'Eglise Vaticane a conduit le refus du texte et a lutté farouchement contre sa promulgation...Tout au long du XXème siècle, elle a agi, avec l'aide des forces politiques qui ont dirigé la France durant ce laps de temps , « gauche » et « droite » confondues par moments, pour « détricoter » cette loi en en affaiblissant la portée, en oeuvrant pour le développement de « l'école libre » et lui faire attribuer des ressources considérables, en s'opposant à des avancées comme celles représentées par la mise en place des lois et textes sur la « contraception »et l'avortement saisis comme vision

globale de l'émancipation de « la femme ».

Depuis trois décennies, le danger premier pour notre laïcité et notre espace démocratique est représenté par l'expansion de l'islam qui surfe sur les flux migratoires intempestifs et massifs qu'imposent la mondialisation et l'Europe politique qui se construit vaille que vaille...Et, mais ce n'est pas une surprise, on s'aperçoit que les mêmes castes politiciennes, gauche et droite confondues, agissent ensemble pour promouvoir et l'immigration exacerbée et inutile qui pollue notre société et l'implantation de l'islam qui initie sa communautarisation et sa préparation à l'espace européen à l'anglo-saxonne que le traité de Lisbonne élabore.

Qu'on ne s'y trompe pas : entre le terroriste décérébré à la dynamite entre les dents qui s'entraîne au Pakistan avant de venir se faire exploser dans une gare parisienne, les imams aux prêches haineux des banlieues de nos grandes villes et le prosélyte qui veut « sa » viande hallal, « sa » salle de prières en entreprise, « sa » polygamie, « son » calendrier, la soumission animale de sa femme, il n'y a qu'une différence d'échelle, non de nature...Chacun, à sa place, combat pour le triomphe de l'ouma, pour la primauté de la loi religieuse sur la loi démocratique ; chacun, à sa place, conduit « la guerre sainte » ; chacun doit être combattu de la même manière car chacun représente le même danger pour nos valeurs, pour le mode d'organisation et de fonctionnement de notre société.

En ce sens, le combat contre l'islam rejoint le combat contre la « globalisation » oligarchique libérale et sa traduction économique et politique dans l'Europe de Maastricht, d'Amsterdam et de Lisbonne qui se construit pour mieux détruire les espaces politiques nationaux et les espaces sociétaux laïques et démocratiques. En fait, cette « globalisation », cette « Europe » utilisent les flux migratoires qu'elles nous imposent pour, à la fois, consolider le volant de chômeurs permanents qui pèse sur les salaires et tue le vrai combat social, et introduire dans nos sociétés

historiquement organisées les ferments des communautarismes, islamique en particulier, qui leur permettront de détruire les nations et leurs différentes formes d'organisation.

Mais dans ce processus éminemment politique, il ne faut pas oublier le rôle, éminent lui aussi, de l'Eglise Vaticane dont le bras armé, la « *Commissio Episcopatum Communitatis Europensis* », autrement dit la « COMECE », est particulièrement actif. Avec la Conférence des Eglises d'Europe, elle est l'un de ces organismes du Vatican inscrits sur les listes officielles du Parlement Européen comme « groupe d'intérêt accrédité » et elle ne se prive pas de jouer auprès des élus européens et de la Commission Européenne un rôle de lobbying discret (mais agressif et non dépourvu d'efficacité) pour imposer une vision de l'Europe reconnaissant dans sa construction le rôle premier du christianisme et marquant en permanence « la référence à Dieu, le respect du statut des églises, l'instauration d'un dialogue structuré entre les églises et les institutions de l'Union » (contribution de la COMECE remise aux membres de la convention pour l'avenir de l'Europe en mai 2002) . Elle a, d'ailleurs, un secrétariat permanent à Bruxelles, véritable instrument de liaison constante entre les Conférences épiscopales européennes et la Communauté européenne chargé « d'accompagner et d'analyser le processus politique de l'Union Européenne, d'informer et de conscientiser l'Eglise (vaticane) sur les développements de la législation et des politiques européennes, d'encourager la réflexion, basée sur l'enseignement social de l'Eglise, sur les défis posés par la construction d'une Europe unie » (Les objectifs de la COMECE – site [www.comece.org]->www.comece.org])

Et si l'on a quelque doute sur le désir exprimé par cet organisme piloté directement par le Vatican de faire revenir l'église catholique dans l'espace public européen (et donc, pour notre pays, de la sortir de « sa sphère privée »), on peut lire la déclaration qu'elle a produite et diffusée lors

des élections européennes du 10/06/2004, déclaration qui liste une série de problèmes européens supposés devoir être abordés « à la lumière de la parole de Dieu et de la riche tradition des enseignements sociaux de l'Eglise » afin de déterminer le vote du chrétien (et de l'autre), texte qui se termine sur l'injonction : « c'est uniquement par leur vote que les catholiques pourront contribuer à réaliser le rêve du Pape Jean Paul II d'une Union Européenne faite d'hommes et de femmes qui s'engagent à porter les fruits des valeurs chrétiennes, se plaçant au service de tous pour une Europe de la personne humaine , dans laquelle se reflète le visage de Dieu »...Si ce n'est pas un appel au vote communautariste catholique, qu'est ce que c'est ? Si ce n'est pas une intrusion directe de l'Eglise vaticane dans un processus de détermination politique, qu'est ce que c'est ?

D'autant que, dès la parution du projet de Traité Constitutionnel pour l'Europe, son secrétaire général publiait un communiqué le 19 / 06 /04 , se félicitant du texte ainsi élaboré en mettant notamment en exergue l'article 1-51 « qui représente une nouvelle approche inclusive à la gouvernance qui est au niveau des enjeux de la société européenne du XXIème siècle » et souhaitait sa ratification par tous les états (le 23 juin, le Présidium de la COMECE approuvait dans sa globalité le texte du projet de Traité Constitutionnel) .

A cette dimension éminemment politique qu'elle donne à son action de « lobbying » à travers ses rencontres avec les députés européens, ses séminaires avec la commission européenne elle-même, ses colloques à Bruxelles, ses appuis et ses réseaux, la « COMECE » ajoute une action revendicative qui la fait intervenir, par exemple, dans la discussion en faveur de la réduction des taux de la TVA pour certains biens culturels et cultuels (communiqué du 16 /05 /08) ou dans la définition du rôle des associations religieuses dans le cadre de la mise en œuvre d'une politique de santé européenne (communiqué du 19 /10 /06). Elle réfléchit, en liaison avec le

Parlement européen, sur les problèmes posés par « l'approfondissement de l'intégration européenne » et l'accueil d'autres états membres. Tout en discutant de la situation des églises et des communautés religieuses dans le développement de l'Union, la « COMECE » s'intéresse à la place de l'islam en Europe (séminaire avec la CE le 3 juillet 08), au problème de la construction des mosquées (rencontre le 29 mai 08 au Parlement européen) : on ne s'étonnera pas de la savoir favorable au développement contrôlé de cette religion en Europe...toutes les largesses qui pourraient lui être consenties justifieront celles que l'église catholique pourra demander à son tour.

Ainsi, le combat essentiel à mener est celui du maintien des « églises » dans l'espace privé de chacun et hors de l'espace public qui appartient à tous !...Car nous n'avons pas à décider (au nom de quoi, d'ailleurs ?) si telle religion est « meilleure » qu'une autre, ou si telle autre est affublée par erreur du qualificatif de « religion ».

Nous avons à lutter de toutes nos forces et avec tous les citoyens responsables attachés à la démocratie et à la laïcité contre tout empiètement de l'espace public, social, sociétal par quelque idéologie, structure, mouvement qui s'arrogerait le droit d'imposer sa loi particulière à la loi générale élaborée librement par tous...

Nous avons encore à lutter pour la mise en œuvre réelle et le renforcement de cette laïcité, de cette démocratie qui sont les bases organiques de notre Etat républicain.

Nous avons aussi à lutter contre toutes les atteintes à l'espace national dans lequel se réalisent, historiquement et jusqu'à ce jour, les principes, valeurs, lois et projets qui nous ont faits ce que nous sommes...

Nous avons encore à lutter contre tous ces politiciens clientélistes et hypocrites qui font mine de défendre la

laïcité en « bouffant du curé » pour mieux la détruire en promouvant le communautarisme islamique et l'implantation de l'islam dont ils sont les vecteurs conscients et manipulateurs.

Nous avons enfin à lutter contre tous ceux qui, à « droite » comme « à gauche », politiques, idéologues, associatifs, religieux... veulent détruire ce socle laïque et démocratique pour y substituer le socle anglo-saxon du communautarisme sociétal et celui, économique, de la libre circulation des biens, capitaux, services, main d'œuvre, qu'élaborent le FMI de Strauss Kahn et l'OMC de Pascal Lamy...

Là est notre essentiel, là est « l'essence » même de « Riposte Laïque »...

Mais on peut en débattre...

A condition que ce ne soit pas comme à Constantinople-Byzance avant l'assaut final des envahisseurs...

Robert Albarèdes